

MATTEO RENZI

L'homme qui pousse le Parti démocrate vers la droite

Héritier de l'ex-Parti communiste italien et de la gauche de l'ex-Démocratie chrétienne, le Parti démocrate poursuit sa dérive en se donnant comme leader un centriste, qui veut couper tout lien avec l'histoire de la gauche.



Repose en paix. La gauche italienne passe l'arme à droite. Le Parti démocrate (PD), formation de centre gauche, vient de se choisir un leader à l'orientation plus que centriste, Matteo Renzi. Lors des primaires, le dimanche 8 décembre, c'est le maire de Florence, trente-neuf ans, qui a été élu secrétaire du PD. Il a convaincu 68 % des 2,9 millions d'électeurs. Il se veut moderne, avec sa chemise blanche un peu ouverte, posant dans les magazines people ou se mettant en scène en train de dialoguer avec les internautes.

Avec ce vote, le Parti démocrate, première formation dans les sondages, ouvre une nouvelle page de son histoire. Ce parti est héritier des deux cultures politiques qui ont dominé la vie politique depuis 1945: le communisme et la Démocratie chrétienne. Il est né en 2008 de la fusion des Démocrates de gauche (qui ont succédé au Parti communiste italien, dissous en 1991 pour adhérer à l'Internationale socialiste) et de la Marguerite (qui rassemblait, elle, les anciens de la gauche de la Démocratie chrétienne).

Depuis 1996 que les deux familles politiques travaillent ensemble au sein de la coalition de l'Olivier puis du PD, un drôle de partage des tâches s'est dessiné. Ce sont les démocrates-chrétiens (Romano Prodi, Enrico Letta) qui accédaient (à la brève exception de Massimo D'Alema) au poste de président du Conseil. Les ex-communistes conservaient le contrôle de l'organisation, en imposant pour secrétaire des hommes tels Walter Veltroni, Pierluigi Bersani. Car l'essentiel des militants et des électeurs de l'Olivier puis du PD était formé des bataillons de l'ancien PCI.



Matteo Renzi à la tribune du congrès du PD, le 15 décembre dernier. L'homme souhaite un « parti léger », moins encombré par le poids de la démocratie interne.

Le Parti démocrate n'a rien à démontrer en matière d'acceptation des politiques libérales européennes. Il reste qu'il conservait une culture de gauche et des liens avec le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, c'est un véritable crime de lèse-majesté que vient de commettre Renzi en s'emparant du PD, au moyen du mécanisme des primaires. L'ancienne direction du PCI est défaite. *Il Tempo*, quotidien de référence de la droite très à droite romaine, exultait en une après le vote: « *Un DC mange les communistes. C'est le premier secrétaire ex-démocrate chrétien dans le fauteuil de Togliatti et Berlinguer* » (les deux ex-secretsaires emblématiques du PCI). Les anciens dirigeants communistes, malgré la dérive centriste du PD qu'ils impulsaient eux-mêmes, maintenaient un discours de gauche: en demandant par exemple l'introduction d'un système d'allocations chômage universel. Massimo D'Alema et Pierluigi Bersani ont soutenu lors des primaires Gianni Cuperlo, le dernier secrétaire de la Fédération des jeunes communistes italiens. Ce dernier s'est arrêté à 17,9 % des suffrages. Les ex-démocrates

de gauche faisaient grise mine au sortir du vote. « *C'est peut-être un hasard, mais c'est justement aujourd'hui qu'en Ukraine, (les manifestants) ont déboulonné une statue de Lénine. Je vais peut-être envoyer un semi-remorque pour la prendre et l'amener ici* », a ironisé, amer, Ugo Sposetti, ancien trésorier des Démocrates de gauche. C'est dans les régions « rouges » du centre du pays que Renzi obtient ses meilleurs scores.

Le candidat de la gauche du parti, Giuseppe Civati, seul parlementaire démocrate à ne pas avoir voté la confiance au gouvernement d'union nationale d'Enrico Letta en avril dernier, n'a obtenu que 14 % des voix.

Le PD n'a rien à démontrer en matière d'acceptation des politiques libérales européennes de privatisations, de baisse de coût du travail ou d'augmentation de l'âge légal de départ en retraite. Il reste qu'il conservait une culture de gauche et

des liens avec le mouvement ouvrier. C'est à ceux-ci que s'est attaqué, lors du congrès du PD, le 15 décembre, le nouveau leader. Renzi souhaite un « parti léger », moins encombré par le poids de la démocratie interne. Sur-tout, il cherche à couper le lien entre le PD et la puissante Confédération générale italienne du travail (CGIL). Début décembre, il déclarait: « *La CGIL devra changer avec nous*. » Il demande que l'on remette en cause rien moins que l'article 18 du statut des travailleurs. Cette disposition prévoit la réintégration dans l'entreprise d'un salarié licencié sans juste motif. La tentative de supprimer cet article avait valu à Silvio Berlusconi une manifestation monstre de 5 millions de personnes à Rome, en 2002.

Interrogé sur sa volonté de discuter du « *plan de travail national* » de la CGIL, qui prévoit des mesures fiscales et une politique industrielle, Renzi répond: « *La CGIL fait son métier. Nous nous confrontons avec tous, mais nous sommes le PD, pas un syndicat*. » Une manière de remettre au goût du jour la vocation centriste et interclassiste du PD, dont l'ex-secrétaire Walter Veltroni avait

dit, à sa création en 2008, qu'il était « *à équidistance entre les travailleurs et les employeurs* ».

Droitier en matière économique, Renzi est plus centriste sur les questions sociétales – dans la mesure du raisonnable pour l'ancien démocrate-chrétien qu'il est. Il a proposé à la maire de Lampedusa, Giusi Nicolini, d'entrer au secrétariat du PD et il réclame une politique d'immigration plus tolérante. Il demande que soient reconnues les unions homosexuelles – mais pas le mariage –, de quoi s'attirer le soutien d'une partie des couches urbaines progressistes. Mais cela pourrait mettre en difficulté le gouvernement d'union nationale d'Enrico Letta, soutenu par le Parti démocrate et la droite.

Matteo Renzi n'en a cure et verrait d'un bon œil des élections anticipées. Il souhaite imposer au gouvernement un système électoral bipartisan (uninominal à un tour comme au Royaume-Uni), qui risque fort d'écraser les petits partis et de perpétuer l'articulation du débat politique entre un centre gauche très modéré et une droite berlusconienne.

GAËL DE SANTIS